

DÉCLARATION DU COMITÉ DE COORDINATION DES FORCES DÉMOCRATIQUES DU CHANGEMENT AU RWANDA (C.C.F.D.C.) SUR LA TRAGÉDIE RWANDAISE.

Les représentants des partis M.D.R. (Mouvement Démocratique républicain), P.S.D. (Parti Social Démocrate) et P.L. (Parti Libéral) se sont réunis à Bruxelles, le 2 mai 1994 et ont décidé la création d'un comité de coordination des forces démocratiques du changement, C.C.F.D.C. en sigle. Ce comité a son siège permanent à 1180 Bruxelles, avenue Messidor N°3, en Belgique et aura pour objectif premier, la coordination des activités des quatre partis politiques M.D.R., P.S.D., P.L. et P.D.C.

Après un échange de vue approfondi sur les événements tragiques qui endeuillent le Rwanda depuis le 06 avril 1994, le C.C.F.D.C. a adopté les positions suivantes:

1. Il condamne et réprovoque l'assassinat du Président Juvénal HABYARIMANA du Rwanda et du Président Cyprien NTARYAMIRA du Burundi et de certains de leurs proches collaborateurs dans la nuit du 06 avril 1994. Il demande qu'une enquête internationale soit menée afin de déterminer les circonstances exactes ainsi que les véritables auteurs, commanditaires et complices de cet attentat. De toutes manières, le C.C.F.D.C. dénonce les accusations gratuites et mensongères portées contre la Belgique par la Radio Télévision libre des Mille Collines et le "pseudo-gouvernement" de Monsieur Jean Kambanda.
2. Concernant les massacres des populations civiles innocentes, en ce compris, des vieillards, des femmes et des enfants, le C.C.F.D.C. dénonce et condamne sans réserve le plan d'extermination préparé, orchestré et exécuté par les partis M.R.N.D. et C.D.R. à l'encontre des dirigeants des partis de l'opposition, dont Madame Agathe UWILINGIYIMANA, Premier Ministre ainsi que des milliers de membres de ces partis. Le M.R.N.D. et la C.D.R. se sont appuyés, pour ce faire, sur la garde présidentielle, sur des éléments extrémistes de l'armée et de la gendarmerie nationales ainsi que sur leur milice Interahamwe - Impuzamugambi. Cette entreprise diabolique a déjà coûté la vie à plus de 250 000 de nos concitoyens ainsi qu'à de nombreux ressortissants de plusieurs pays amis.
3. Le Comité de Coordination condamne avec la dernière énergie le commandement de l'Armée et de la Gendarmerie Rwandaise pour sa participation active dans l'organisation des massacres en cours. Le C.C.F.D.C. exige l'arrestation immédiate de la clique des officiers extrémistes dirigés par le Colonel en retraite (bien que toujours Directeur de cabinet du Ministère de la défense) BAGOSORA et demande la dissolution de la Garde Présidentielle. Le Comité de Coordination exhorte ceux des officiers, sous-officiers et soldats, membres des Forces Armées Rwandaises qui ne sont pas impliqués dans ces tueries, à voler au secours du peuple rwandais en se désolidarisant rapidement de ces criminels et en les neutralisant.

[Signature]

4. S'agissant du "pseudo-gouvernement intérimaire" dirigé par Monsieur Jean KAMBANDA, mis en place par le Colonel BAGOSORA et sa clique, contrairement à l'esprit et à la lettre de la Loi Fondamentale, en l'occurrence l'Accord de Paix d'Arusha, le C.C.F.D.C. le rend directement responsable de l'assassinat de centaines de milliers de Rwandais.

Les appels aux meurtres lancés par Messieurs SINDIKUBWABO Théodore et KAMBANDA Jean ainsi que par d'autres membres de ce "pseudo-gouvernement" sur les ondes de Radio-Rwanda constituent des preuves accablantes du rôle déterminant de ce "gouvernement" dans la tragédie en cours au Rwanda.

5. Le Comité de Coordination demande aux gouvernements des pays amis et aux organisations internationales de ne pas reconnaître le "gouvernement KAMBANDA" et d'interdire l'accès à leur territoire à cette bande de criminels.

6. Le Comité de Coordination demande l'assistance de la Communauté Internationale pour la mise en place rapide des institutions prévues par les Accords de Paix d'Arusha, seules en mesure de conduire le pays sur la voie d'une véritable réconciliation nationale et la construction d'un Rwanda nouveau.

7. Le C.C.F.D.C. soutient les Nations Unies et le Conseil de Sécurité en particulier dans l'idée de reconduire la MINUAR (Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda), d'élargir son mandat de manière à lui permettre d'arrêter les massacres, de neutraliser leurs auteurs, de créer des zones de sécurité et des corridors humanitaires qu'elle devra défendre.

8. Le Comité de Coordination des forces Démocratiques du Changement condamne avec vigueur la promotion de la culture de la haine et de l'exclusion ainsi que l'utilisation par le gouvernement M.R.N.D. - C.D.R. de l'assassinat politique comme système de gouvernement aux fins de se maintenir au pouvoir.

9. Afin d'y mettre un terme, le Comité de Coordination sollicite l'assistance de la communauté internationale et des organismes non gouvernementaux pour la mise en place rapide d'un tribunal international chargé d'engager des poursuites à l'endroit des commanditaires, auteurs et complices des massacres actuels, pour crimes contre l'humanité.

10. Le C.C.F.D.C. exprime sa gratitude aux organismes humanitaires qui continuent d'apporter leur assistance aux rescapés des massacres et aux réfugiés rwandais; il lance un appel pressant à la Communauté Internationale pour obtenir l'accroissement de l'aide humanitaire.

Fait à Bruxelles le 13 mai 1994

Pour le comité de Coordination
Faustin TWAGIRAMUNGU
Président du M.D.R. et Premier Ministre désigné du
gouvernement de transition à base élargie.

